ment de l'inquisition : « 1° l'hérésie ; 2° le soupçon d'hérésie ; 3° la protection de l'hérésie ; 4° la magie noire, les maléfices, les sortilèges et les enchantements ; 5° le blasphème qui contient quelque hérésie, ou quelque chose qui y a rapport ; 6° les injures faites à l'inquisition ou à quelqu'un de ses membres, et la résistance à l'exécution de ses ordres. »

Les inquisiteurs ne prononçaient point eux-mêmes l'arrêt de mort. Ils dressaient simplement un acte qu'ils lisaient à l'accusé, où ils déclaraient que le coupable avait été convaincu de tel crime et, l'ayant lui-même avoué, la *sainte inquisition* le livrait au bras séculier. L'exécution des coupables qui se faisait avec de grandes cérémonies s'appelait en Espagne *auto da fe, acte de foi*. Pour rendre le supplice plus terrible, les impénitents étaient couverts de sacs noirs semés de flammes et de figures de diables et livrés ainsi aux flammes.

Les Albigeois, qui causaient certains désordres en Languedoc, donnèrent lieu au concile de Toulouse, tenu en 1229, sous le comte Raymond, de faire des règlements pour la recherche des hérétiques. Ce fut là qu'on commença à établir une inquisition, qui dépendait alors entièrement des évêques, juges naturels de la doctrine. Trois ans après ce concile, le pape Grégoire IX, ne trouvant pas que les évêques du Languedoc poursuivissent assez fortement les Albigeois, attribua ce tribunal aux Dominicains qui exercèrent leur charge avec tant de rigueur que le comte de Toulouse et le peuple les chassèrent ; mais ils furent rétablis quelque temps après.

En 1251, le pape Innocent IV établit l'inquisition en Italie, et en confia le soin tant aux Dominicains qu'aux Cordeliers, conjointement avec les évêques et les assesseurs nommés par les magistrats séculiers : cette juridiction prit le nom de *Saint-Office*.

On cite un réquisitoire du parlement de Paris qui, par un arrêt du 6 septembre 1719, ordonna la suppression d'un